

Sur la transition sociale et écologique, quelques lectures

Jean-Marie Harribey

26 juin 2011

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2011/06/26/sur-la-transition-sociale-et-ecologique-quelques-lectures>

La question d'une transition sociale et écologique est désormais l'objet d'un débat politique important dans la société. La violence et la multidimensionnalité de la crise capitaliste n'y sont pas pour rien. Il est donc normal de trouver dans l'édition une abondance de publications traitant ici de l'impossibilité d'une croissance économique infinie, là de la décroissance, ou encore d'un autre développement, etc. Voici quelques aperçus de lectures au cours des mois précédents en complément de ceux déjà présentés dans ce blog.¹ Je les aborde dans un ordre qui est un peu le résultat du désordre qui règne sur mes étagères. Je les regroupe parce qu'ils tournent – et moi aussi – autour des mêmes problèmes à expliciter et à résoudre.

La fin du déni ?

Serge Latouche revient sur ses thèmes de prédilection dans *Vers une société d'abondance frugale, contresens et controverses sur la décroissance* (Mille et une nuits, 2011). Il est sans aucun doute depuis longtemps l'auteur français le plus prolifique et le plus persévérant pour, dans chacun de ses livres théoriques ou pédagogiques, proposer une lecture anti-économiste de la société moderne et explorer les voies d'une décroissance conviviale. Ayant rendu compte de certains de ses livres antérieurs, je n'évoque ici que ce qui apparaît d'un peu nouveau.

Serge Latouche, opposé, semble-t-il, à la notion d'étape de transition, accepte celle de « premier temps » (p. 45). Il était antérieurement réticent sur la notion de décroissance sélective mais il admet désormais « des régressions d'activités nocives » et « une augmentation des biens relationnels marchands et/ou (surtout) non marchands » (p. 45). Le virage est également visible sur la démographie mondiale dont il disait naguère qu'il serait « réaliste » d'avoir une population de 3 milliards. Ou bien encore sur la réduction du temps de travail, sans pourtant encore faire suffisamment la différence entre productivité par tête et productivité horaire du travail. Ainsi, dans un autre livre publié en commun avec Didier Harpagès, *Le temps de la décroissance* (Éd. Thierry Magnier, 2010) on lit (p. 109) : « Selon les économistes, une relation naturelle lie la productivité, la croissance de la production et l'emploi. Sans productivité, pas de croissance, et sans croissance pas d'emplois. Cependant, il est concevable et même souhaitable de créer des emplois sans croissance, et ainsi de réduire les externalités négatives (pollutions de l'air, de la terre, et de l'eau principalement) en sacrifiant la productivité apparente. » Tout est à revoir dans ce passage : ce n'est ni « naturel » ni « selon les économistes », c'est selon l'arithmétique la plus élémentaire ; ce n'est pas la « productivité » tout court, c'est la productivité par tête si la durée de travail individuelle ne change pas et la productivité horaire si la durée du travail varie ; il s'ensuit qu'on peut très bien avoir une baisse de la productivité par tête et une hausse de la productivité horaire.

Autrement dit, la pensée de l'auteur est évolutive, ce dont il faut lui savoir gré. Mais il laisse encore des questions en suspens. Ainsi, il ne sort pas de l'imbroglio consistant à dire

¹ J'ai rendu compte ici au cours de l'année écoulée des livres de Geneviève Azam, Jean Gadrey, Bernard Maris, Éloi Laurent, Daniel Tanuro. Je ne reviens pas sur eux aujourd'hui. J'ai aussi chroniqué le livre de Gustave Massiah, *Une stratégie altermondialiste* (La Découverte, 2011) dans *Lignes d'Attac*, n° 86, juillet 2011.

tantôt que la décroissance n'est pas la baisse de la production, et tantôt qu'elle l'est. D'un côté, il prône la « sortie de l'économie » (p. 24) et de l'autre « le réenchâssement du domaine de l'économique dans le social et le politique en le dépassant – ou en l'abolissant (*aufheben*) –, comme le marxisme l'avait promis, mais qu'il n'a pas réalisé » (p. 27), alors qu'il se démarque à juste raison de la tentation d'abolir la monnaie et le marché, une des positions de Marx sans doute la moins solide.

Saluons donc la distance prise avec certains dénis de réalités. Il est dommage que beaucoup d'affirmations soient encore assises sur des citations erronées, des ouï-dire, ou sans aucune référence vérifiable.

Du bon usage des choses utiles

Paul Ariès est lui aussi un auteur très productif puisqu'il nous offre un ou deux livres par an. Dans *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance* (Les empêcheurs de penser en rond, La Découverte, 2010), il ne se contente pas d'énoncer les thèmes qu'il a souvent exprimés. Il propose un inédit, dans lequel il entreprend de démonter « le productivisme, maladie honteuse des gauches », puis « le pessimisme des gauches antiproductivistes », pour esquisser « un antiproductivisme optimiste » ouvrant « les chemins de la simplicité ».²

Il y a dans ce livre beaucoup d'intuitions partagées par tous les écologistes, qu'ils soient décroissants ou non, notamment la proposition de faire payer différemment le bon usage des biens et leur mésusage, ainsi que la justesse (et la justice !) du combat pour la gratuité. Ce qui manque peut-être, c'est la distinction entre les trois sources de la gratuité : celle provenant de la nature lorsqu'il y a abondance, comme dans le cas de la lumière solaire, celle provenant de la productivité très élevée qui réduit peu à peu le coût de production jusqu'à néant, comme pour les logiciels, et celle qui est construite socialement par la socialisation du coût. Mais tout cela n'a pas grand lien avec la décroissance.

Le refus obstiné de donner une définition de la décroissance plus solide que « mot-obus » aboutit à une contradiction : « La gauche continue de laisser dire que l'accumulation de biens contribuera au bonheur ; elle alimente ainsi la confusion entre croissance et développement, entre consommation et progrès, entre abondance et émancipation. » (p. 95-96). On pourrait croire ici que l'auteur revendique la distinction entre croissance et développement. Mais, plus loin, il dit : « Cependant, vouloir aujourd'hui sauver la notion de *développement* est une manière de refuser d'en finir avec le mythe de la croissance et du progrès. » (p. 209).

Paul Ariès milite pour le revenu d'existence, appelé ici « revenu garanti » généralisé, parce que « 5 % de la richesse des 250 plus riches permettraient de couvrir l'ensemble des besoins de base » (p. 262). Une chose est de dénoncer les inégalités, une autre est de croire qu'on peut distribuer des flux de revenus pérennes en les prélevant sur un stock.

Malgré ses professions de foi en faveur de la démocratie et des droits universels, Paul Ariès en a-t-il vraiment terminé avec le relativisme culturel ? On pourrait en douter à la façon dont il stigmatise la « médicalisation des accouchements » dans les pays riches et dont il magnifie les « arts de la maternité » chez les Lumbu du Congo, qui consistent à « contraindre la jeune mère à boire de l'eau bouillante accompagnée de lait chaud pour la débarrasser des résidus de la grossesse et faciliter la montée de lait maternel, d'asperger d'eau bouillante ses parties génitales puis tout son corps, afin de lui redonner sa vitalité, de lui restituer sa féminité. Ce rituel oral codifié implique une intervention constante de toutes les femmes de la famille et du village pour apporter leur soutien à la jeune mère, ainsi toujours entourée. [...]

² Lors de l'intervention de Paul Ariès devant le Conseil scientifique d'Attac le 17 juin 2001, à l'invitation de ce dernier, j'ai présenté un commentaire, en complément de celui-ci qu'on trouvera prochainement à <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/décroissance-apaise.pdf>.

Ce rituel est une initiation longue qui peut durer plus d'un an, avec ses rituels d'eau deux fois par jour, signe que la "fabrique de l'humain" y est sacrée. » (p. 226-227).

Viendrait-il à l'idée de Paul Ariès de reconnaître un jour qu'il y a aussi un mésusage culturel à travers certaines pratiques qui, comme ailleurs l'excision, sont des actes de torture ?

Dix questions, autant d'erreurs ?

Trois auteurs se sont réunis, Denis Bayon, Fabrice Flipo et François Schneider, pour écrire *La décroissance, 10 questions pour comprendre et en débattre* (La Découverte, 2010). J'ai trouvé ce livre très intéressant parce qu'il rassemble beaucoup des questions qui méritent amplement d'être abordées, mais le lecteur est surpris de tant d'incompréhensions, d'approximations et d'erreurs que l'on trouve souvent aussi dans le débat public et qui ne sont pas dissipées ici.

- Sur l'espérance de vie (p. 156) : les auteurs se demandent « Comment comprendre que les États-Unis avec près de 40 000 dollars de PIB n'arrivent qu'à 77,5 ans d'espérance de vie, et même 64 ans pour les Afro-Américains, alors que le Sri Lanka et l'Équateur dépassent les 74 ans pour un PIB dix fois moindre ? » C'est la question rituellement posée et dont la réponse est très simple : le rendement marginal du PIB en termes de bien-être est décroissant et même nul au-delà d'un certain seuil.
- Sur le non-marchand (p. 158-160) : la confusion est entretenue entre les services publics marchands (« c'est par exemple le cas des grands réseaux de transports publics ») et les non marchands.
- Sur la productivité : la même hésitation que chez Serge Latouche se retrouve au sujet de la relation entre les quatre variables que sont la production, la productivité horaire du travail, l'emploi et la durée individuelle du travail. Les auteurs posent une sorte de paradoxe (p. 166) : « Notons tout d'abord que, au cours des années 1950-2009, le PIB en volume a été multiplié par plus de 7 alors que l'emploi ("le nombre d'actifs occupés") ne connaissait qu'une croissance d'un tiers et ce malgré une très forte réduction de la durée du temps de travail individuel, grâce à la réduction de la durée légale du travail à temps plein et, à partir de 1990, de la croissance du travail à temps partiel. » Ce paradoxe n'apparaît que parce que les auteurs ont oublié de mentionner l'évolution de la productivité horaire durant cette période, sensiblement équivalente à celle de la production.
- Sur le volume de travail dans la société, les auteurs s'insurgent (p. 177) : « La destruction massive du travail vivant dans nos sociétés occidentales est le résultat direct, logique, attendu du développement économique qui repose sur la recherche de la compétitivité, la croissance de la productivité, le remplacement du travail vivant par les "machines". C'est pourquoi, en France, entre la fin du XIX^e siècle et le début du XXI^e, le nombre total d'heures ouvrées annuellement a chuté d'environ 40 % (plus de 50 % par travailleur) ». Autrement dit, précédemment, ils oubliaient l'évolution de la productivité horaire et, là, s'ils comprenaient le sens de leur propre parenthèse (« plus de 50 % par travailleur »), ils ne seraient pas étonnés de l'influence de l'évolution de la durée individuelle de travail. Plus encore, ils ne donneraient pas l'impression de regretter qu'une partie non négligeable des gains de productivité tant honnis ait été utilisée pour réduire de moitié le temps de travail de chacun.
- Sur la référence à l'analyse marxiste des crises, nos trois auteurs invoquent (p. 65 et 169-172) des marxistes modernes mais sans évoquer le nom de Marx lui-même. Or, les pages pré-citées sont du copié-collé de Marx. Par exemple : « Le cœur de cette crise se caractérise par l'impossibilité de plus en plus marquée de transformer les marchandises produites en argent à des niveaux suffisants pour garantir

l'accumulation de valeur monétaire, condition indispensable au bon fonctionnement du système de marchés. » (p. 65).

- Sur la référence à Moishe Postone qui a entrepris une lecture non marxiste de Marx, il faut avoir lu rapidement la somme de 600 pages de cet auteur qui a été récemment traduite en français pour affirmer (p. 185) qu'« il se rapproche des mouvements de la décroissance », alors qu'il ne consacre que quelques lignes au productivisme pour opérer un chassé-croisé entre « l'abolition de la nécessité de toujours augmenter la productivité » et le maintien d'« un haut niveau de productivité »³.
- Cerise sur le gâteau mais dont je ne ferai pas un plat : je suis un « marxiste traditionnel » (p. 186). Les « vrais » marxistes, les durs des durs, qui froncent les sourcils devant mes petits travaux apprécieront, et ceux qui reconnaissent que j'ai contribué à rapprocher critique marxienne du capitalisme et écologie hausseront les épaules.
- Je ne ferai pas un plat du dérisoire point précédent car autrement plus ahurissant est le contresens magistral opéré par nos trois auteurs (p. 99) sur le célèbre texte de Keynes, *Perspectives pour nos petits-enfants*, datant de 1930, qui est un texte empreint de sagesse, montrant que le problème de l'humanité est de résoudre un problème tout autre que celui de l'économie, à savoir celui d'inventer d'autres relations sociales. Et que font nos auteurs ? Ils présentent ce texte comme scientifique, religieux et renvoyant à la Main invisible : « Ainsi s'explique que, pour bénéficier du progrès, il n'y ait pas besoin de vertu morale, bien au contraire. Rien de tout cela ne tiendrait s'il n'y avait la Providence de la "main invisible", seule capable d'harmoniser les intérêts – certains intérêts, à l'exclusion des autres, qui doivent être mis à l'écart. » (p. 99). Consternant au sujet de Keynes et même le moraliste Adam Smith doit se retourner dans sa tombe en lisant pareille énormité.

Au total, un livre qui démontre *a contrario* que l'écologie ne peut être le monopole de personne, pas même des partisans de la décroissance, dont on peut partager les critiques du productivisme, mais livre qui comporte autant d'erreurs que de questions proposées au débat.

Des idées reçues ?

Deux jeunes chercheurs, Marc Prieto et Assem Slim, proposent, sans se réclamer du mouvement des objecteurs de croissance, *Consommer moins pour vivre mieux ? Idées reçues sur la décroissance* (Le Cavalier bleu, 2010), « en dehors, disent-ils, de tout discours partisan ». Et c'est vrai qu'ils essaient d'examiner à la fois ce que disent les défenseurs de la décroissance et les questions que leur posent les critiques.

Toutefois, comme la définition de la décroissance est incertaine, les auteurs concluent de manière surprenante que « les objecteurs de croissance ne s'opposent finalement pas à la croissance, mais à une organisation sociale particulière qui donne la primauté au marché sur l'État et à la propriété privée » (p. 27). Il est probable qu'aucun objecteur de croissance ne se reconnaîtra dans cette définition. Et d'ailleurs les auteurs ajoutent aussitôt avec raison : « De ce point de vue, leur approche est essentielle car elle permet de penser un autre monde, mais, précisément, elle n'a pas l'exclusivité dans ce domaine. D'autres courants critiques proposent également des alternatives à cette situation : courants altermondialistes, écologistes, institutionnalistes pour ne citer que ceux-là. »

Autre point bien vu par les auteurs et récusé continuellement par les partisans de la décroissance : « Le développement est une notion anthropologique qui ne peut se réduire au

³ M. Postone, *Temps, travail et domination sociale*, 1993, Paris, Mille et une nuits, 2009, p. 531. J'ai présenté une analyse de ce livre dans J.M. Harribey « Ambivalence et dialectique du travail », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 4, 4^e trimestre 2009, p. 137-149, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/travail-postone.pdf>.

seul développement actuel. Rien ne prouve qu'il ne soit pas possible de dissocier croissance et développement. » (p. 49).

Parmi les questions auxquelles aujourd'hui personne n'a de réponse, les théoriciens de la décroissance encore moins que les autres, il y a celle des forces sociales susceptibles de porter un changement véritable : « La radicalité du discours des objecteurs de croissance qui n'hésitent pas à rejeter toutes les gauches (y compris les syndicats), leur reprochant de lutter pour une "libération dans le travail" et non pour "une libération du travail" (A. Gorz, *Métamorphoses du travail, quête du sens*, 1988, p. 80), les prive des forces susceptibles d'initier et de porter le changement dans la bonne direction car la libération *dans* le travail pourrait parfaitement être pensée comme une premier pas vers la libération *du* travail. » (p. 79).

Et le décorticage de nos auteurs se poursuit : « la pensée décroissante souffre aujourd'hui d'une absence de réflexion sur la compatibilité qu'il pourrait y avoir entre un projet de société fondée sur la décroissance et le vieillissement de la population mondiale, induit par la transition démographique vers un régime à faibles taux de natalité et de mortalité. Une population mondiale vieillissante est une population dont les besoins augmentent (même à taux de croissance nul de la population mondiale). » (p. 88).

On lit aussi sous la plume des deux auteurs la confirmation d'un impensé de la transition que j'ai souvent noté : « L'absence d'une théorie de la transition vers la décroissance ou l'ancrage à une théorie du changement rend difficile toute conjecture en la matière. Le passage brutal à une société de décroissance semble improbable et il faudra certainement déterminer de grandes étapes de changement progressif des sociétés. » (p. 106). Et ailleurs : « Quelles sont les grandes étapes d'un tel changement ? Quels leviers doivent être utilisés pour faire aboutir un tel projet collectif ? Les maigres réponses apportées par les défenseurs de la décroissance à ces questions en affaiblissent clairement la pertinence et cantonnent ce concept au rang de mouvement périphérique. » (p. 124). « Malgré tous les efforts des objecteurs de croissance pour nous convaincre du bien fondé de leur mouvement, la question de la transition est en quelque sorte le "talon d'Achille" de la décroissance. » (p. 133).

Que proposent Marc Prieto et Assem Slim ? « La décroissance est une vraie bonne idée » (p. 135), mais « plus que la "décroissance", c'est la *bioéconomie* qui constitue le véritable "mot-obus" pour la science économique. » (p. 116).

Quelle raison écologique ?

Bernard Perret signe *Pour une raison écologique* (Flammarion, 2011) où il situe d'emblée une problématique forte : « Le caractère unidimensionnel de la vision économique du monde – le parti pris de considérer toutes les valeurs échangeables et substituables – s'avère peu compatible avec la prise en compte du caractère impératif de la contrainte écologique. En suggérant que la richesse monétaire est le véhicule universel qui permet de passer sans rupture du présent à l'avenir, elle donne l'illusion d'agir dans un cadre de rationalité qui résout les apories de la durée. » (p. 15).

L'auteur montre que la croissance verte est une illusion (chapitre 2) tout en distinguant croissance et développement (p. 156). « Pour fonder juridiquement un développement vraiment durable, on aurait besoin d'un "principe de limitation" [...] ou d'un "principe de sobriété" [...]. » (p. 166).

Il ironise sur « les efforts héroïques de la théorie économique pour rabattre l'avenir sur le présent [qui] participent du projet qui lui consubstantiel de ramer tous les éléments signifiants de l'existence dans l'empire de l'utilité » (p. 64). Mais, après avoir donné l'impression de se ranger à l'avis qu'un prix donné aux biens naturels « ne peut avoir la prétention de refléter une valeur économique intrinsèque » (p. 63), il laisse entendre qu'il

existe une telle valeur économique intrinsèque : « On ne peut pas attendre du jeu de l'offre et de la demande qu'il révèle la valeur économique intrinsèque de biens qui n'existent qu'en quantité limitée et que l'homme est incapable de produire. » (p. 74). S'il faut « reconnaître une valeur en soi au vivant non humain » (p. 252), je redis avec force que celle-ci est hors de toute mesure, hors de l'économie. Or Bernard Perret réintroduit, me semble-t-il, les illusions des économistes – notamment ceux de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi – qu'il critique quand il affirme : « objectiver et mesurer les dimensions immatérielles du bien-être social pourraient faciliter les avantages d'une vie plus sobre, contribuant ainsi à faire de l'écologie un projet social mobilisateur » (p. 140). Et que dire de ce contresens voyant le rapport Stiglitz « prendre clairement parti pour la "soutenabilité forte" contre la soutenabilité "faible" », ce que les auteurs de ce rapport se gardent bien de dire puisqu'ils postulent la substituabilité des facteurs de production ?⁴

On en arrive aux conceptions de la richesse et de la valeur sous-jacentes à la pensée de Bernard Perret et qui nous emmènent dans des sables mouvants : « Dans une économie fondée sur le travail et l'échange, les inégalités ont une raison d'être. Chacun peut créer de la valeur en travaillant et, dans une certaine mesure, les écarts de revenus reflètent la manière dont chacun contribue à la prospérité générale. » (p. 199).

Plus on avance dans le livre et plus l'auteur s'approche des propositions, on comprend tout à fait qu'il soit plus hésitant. Que retenir : « un développement vraiment durable suppose un dépassement du système capitaliste » (p. 139), ou bien « le plus probable est que le capitalisme va connaître un ensemble de transformations qui finiront par changer sa nature » (p. 197) ?

Abordant les « métamorphoses de la propriété » (p. 200), Bernard Perret déclare : « Commençons par une évidence : l'environnement est, par définition, un bien commun. » (p. 201). Que faire alors de l'idée que le bien commun est construit socialement ? L'eau est un bien naturel, mais il n'est pas naturellement un bien commun, il le devient par construction sociale.

Ce parti pris de Bernard Perret amène à s'interroger sur le sens de sa profession de foi : « L'écologie a vocation à remplacer l'économie comme figure centrale de la raison collective. » (p. 118). S'il s'agit de l'économie capitaliste, on l'approuvera sans hésiter. S'il s'agit d'une figure mythique, intemporelle, de l'économie, hors de tout contexte socio-historique, la thèse est peut-être plus fragile car elle rejoint celle de la « sortie de l'économie » évoquée plus haut. Il pense que « l'écologie a tout pour devenir le nouveau code universel de l'action sensée » (p. 133). Action individuelle ou action collective ?

Bonne question

Dans *La décroissance est-elle souhaitable ?* (Textuel, 2009), Stéphane Lavignotte a signé un petit essai qui est l'un des plus équilibrés que l'on trouve sur le sujet de la décroissance. Il ne fait pas mystère de son choix plutôt en faveur de cette option mais il aborde avec beaucoup d'honnêteté les objections qui sont présentées à la décroissance. Et il reconnaît que l'on peut critiquer celle-ci au nom de l'écologie, attitude rejetée par le courant de la décroissance.

Je ne ferai pas grief à Stéphane Lavignotte de quelques erreurs car, dans des courriers personnels que nous avons échangés, il les a reconnues. Ce qui n'est pas le cas de certains hérauts médiatiques de la décroissance. Ainsi, de la confusion entre partage de la valeur ajoutée et partage des gains de productivité (p. 24). Ou bien de l'attribution de la distinction entre soutenabilité forte et soutenabilité faible aux partisans de la décroissance (p. 30-31), ou

⁴ Voir J.M. Harribey, « Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz », *Revue du Mauss*, « La gratuité, Éloge de l'inestimable », n° 35, 1er semestre 2010, p. 63-82, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/stiglitz.pdf>.

encore de l'attribution à ces derniers de la réhabilitation de la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange (p. 88-90), que l'on doit à l'économie politique, celle-là même qui est vouée aux gémonies par tout le courant de la décroissance et même au-delà.

Stéphane Lavignotte s'étonne qu'Attac, dans *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe* (Mille et une nuits, 2004), ait certains thèmes communs avec les défenseurs de la décroissance. Mais il pointe bien que le différend porte sur la possibilité ou non de concevoir un développement autre que celui qui a dominé jusqu'ici.

Cela dit, saluons l'ouvrage Stéphane Lavignotte qui ouvre une phase où la discussion sans anathèmes peut avoir lieu.

Les transitions en chemin

Je termine cette revue par un ouvrage collectif dirigé par Thomas Coutrot, David Flacher et Dominique Méda, *Les chemins de la transition, pour en finir avec ce vieux monde* (Éd. Utopia, 2011), rassemblant une vingtaine d'auteurs français et étrangers de renom. Il est bien sûr difficile de résumer un ouvrage aussi foisonnant d'analyses et de propositions. Retenons surtout que le problème de la (des) transition(s) entre un modèle ravagé par « une crise aux multiples dimensions » (p. 7) et « un mode de développement radicalement différent » (p. 8) est enfin posé dans le débat public.

Cet ouvrage est articulé autour de trois parties :

- « Vers un nouveau modèle de développement », introduite par Dominique Méda qui entend redéfinir les fins et les moyens et rétablir une hiérarchie entre les deux niveaux pour « en finir avec les gains de productivité » (p. 23). L'auteur se réfère à Tim Jackson mais en oubliant de distinguer productivité par tête et productivité horaire.⁵
- « Perspectives du travail », introduite par Thomas Coutrot pour rappeler la « controverse [qui] divise la gauche depuis un siècle et demi » (p. 107) : faut-il libérer le travail ou se libérer du travail pour s'émanciper ? Thomas Coutrot opte pour une position sage : « Plutôt que de les opposer, il pourrait être bien plus fécond de considérer ces différents courants comme définissant des fronts de lutte complémentaires » (p. 109).
- « Quelles transitions ? Quelles conditions ? » introduite par David Flacher pour « remettre en cause la vision occidentale dominante de la croissance et de consommation, de se donner de nouvelles boussoles, de repenser la place du travail dans l'organisation sociale » (p. 173). Et, dans son propre article « Repenser le fonctionnement de l'économie pour dépasser le capitalisme », il veut définir un « alterdéveloppement » (p. 201). Pour cela, il distingue « la sphère privée (le plus souvent marchande) » qui doit être limitée et encadrée, et la sphère publique » (p. 203).

L'ouvrage a ceci de remarquable que la pluralité des auteurs permet véritablement d'explorer des pistes inédites. L'histoire ne les adoptera pas toutes mais toutes donnent à voir les possibilités de construire un monde plus juste et plus respectueux de l'ensemble du vivant. Voici quelques exemples.⁶

⁵ Voir J.M. Harribey, « Prospérité sans croissance et croissance sans prospérité », Pour les Économistes atterrés, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-jackson.pdf>, version réduite dans *Les Temps nouveaux*, n° 3, printemps 2011.

⁶ Que leurs auteurs me pardonnent mais je n'aborde pas ici les thèmes dont j'ai eu l'occasion de discuter ailleurs avec eux, notamment :

- Jean Gadrey, « Du partage des gains de productivité au partage des gains de qualité » et Florence Jany-Catrice, « Nouveaux indicateurs et nouvelles pratiques sociales ». Accord total avec Jean Gadrey sur l'objectif, mais désaccord méthodologique car il pense que les comptes nationaux ne tiendront pas compte de l'amélioration de la qualité des produits et de leur valeur supérieure, alors qu'il reconnaît plus loin que ces produits ne seront pas « la même chose » (p. 40).

Jérôme Gleizes s'interroge sur « la croissance verte est-elle possible ? » et confirme de façon convaincante ce que pensent aujourd'hui la majorité des écologistes : non. De plus, il replace cette illusion de la croissance verte dans le cadre du fétichisme de la marchandise analysé par Marx. L'auteur esquisse ainsi un rapprochement entre la pensée de ce dernier, débarrassée des scories dramatiques du marxisme historique, et la pensée écologiste.

Philippe Pochet, « Sortie de crise : trois options pour l'Europe », examine ce qu'il appelle un « trilemme : réduire le déficit public, investir dans l'infrastructure verte et préserver l'État-providence et les services publics. Il sera probablement difficile de relever simultanément plus de deux de ces défis. » (p. 95). Je trouve pertinent cette observation qui rejoint une que j'avais faite autrefois dans le « triangle tragique de la soutenabilité » entre le pôle économique, le pôle social et le pôle écologique.⁷

Geneviève Azam, « Sens du travail et enjeux écologiques », croise la perspective écologiste avec la problématique de Polanyi du « double mouvement d'expropriation de la Terre et du travail » (p. 126). Elle prolonge ici la réflexion engagée dans son livre publié l'an dernier, *Le temps du monde fini*.

Carlos Prieto établit une distinction entre « Qualité de l'emploi ou travail décent : les enjeux d'une controverse ». En fait ce qu'il faut comprendre, c'est que cette distinction renvoie aux conceptions institutionnalisées d'un côté par l'Union européenne et de l'autre par l'OIT. « La qualité de l'emploi dépolitise le travail décent », dit l'auteur (p. 143). Ce qui n'a rien de théorique, mais se situe dans l'ordre politique.

Jean Zin, dans « Du travail forcé au travail choisi », pense que « ce qui remplace la *force de travail*, c'est bien la compétence, la qualification, les connaissances particulières de chacun, sa subjectivité, son affectivité. Non seulement un "savoir-faire", nous disent les publicitaires, mais un "savoir-être", en tout cas ce que les machines ne peuvent pas faire toutes seules [...] Une de ses conséquences est de rendre la valeur d'échange plus incertaine, éphémère et pour tout dire spéculative [...] où la conception est plus importante que la production » (p. 148-149). Cette thèse est assez répandue mais elle peut être fortement contestée⁸ : on n'a pas eu besoin des publicitaires pour comprendre la complexité du travail qui ne se réduit pas à la force physique, ce sont ces publicitaires qui, eux, ont compris l'économie politique et sa critique mieux que tous les théoriciens du cognitivisme ; la

-
- Fabrice Flipo, « Productivisme, croissance, décroissance, quel nouveau paradigme ? ». Cet auteur prometteur mais trop enclin à la diatribe *ad hominem* écrit : « Face à la question écologique, et aux mouvements écologistes, les approches proposées jusqu'ici considèrent le plus souvent que le capitalisme exploite aussi la nature, d'où l'idée, finalement, que la question écologique aurait été prise en compte dès le début et n'aurait pas besoin d'être pensée à part. Telle est par exemple la position de Gérard Duménil, Dominique Lévy, Jacques Bidet et bien d'autres : la question écologique n'appelle pas de questionnement théorique particulier, au mieux une note de bas de page (sic). Même chez ceux qui se qualifient d'"écomarxistes", la décroissance n'est pas en odeur de sainteté, et les éléments écologistes sont au mieux des éléments annexes. » (p. 46). Et il ajoute en note pour illustrer ces « éléments annexes » : « Jean-Marie Harribey estime que l'écologie pose le problème du sujet qui portera les luttes », ce qui ne veut strictement rien dire, mais en matière de faux pour disqualifier le contradictoire, on ne fait pas mieux.
 - Dominique Méda, « La place du travail dans la société post-capitaliste ». Elle renouvelle son analyse de la remise en cause de la centralité du travail en revisitant Moshe Postone dont elle accepte le thème de l'abolition de la valeur, mais dont elle se démarque par le côté productiviste de cet auteur, en reprenant sa note critique parue dans la *Revue française de socio-économie*, n° 6, second semestre 2010, p. 175-182.

⁷ J.M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 265, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-jackson.pdf>, p. 711.

⁸ J.M. Harribey, « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », *Actuel Marx*, « Marx et Foucault », n° 36, septembre 2004, p. 151-180, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/cognitivism.pdf>.

production des objets a toujours inclus leur conception ; et dire que les machines font ou faisaient quelque chose « toutes seules » dépasse mon entendement.

Erik Olin Wright, « Une boussole pour l'appropriation sociale » cherche à « penser une alternative socialiste au capitalisme » (p. 184) car le socialisme doit être « distingué de deux formes d'organisation différenciées, et pas d'une seule : le capitalisme et l'étatisme » (p. 185).

Thomas Coutrot s'écrie « Relocalisons ! ». En cela, il se place résolument du côté des solutions coopératives contre les solutions libre-échangistes et aussi protectionnistes. Cette discussion est d'autant plus intéressante qu'elle donne lieu en ce moment à une controverse avec les partisans de la « démondialisation ».

Bruno Théret offre une contribution parmi les plus originales de ce livre avec « Réduction du temps de travail et développement démocratique ». Sa proposition centrale est de réduire le temps de travail individuel pour que chacun paie, sous forme de temps, un impôt en nature pour contribuer à la fourniture de services publics gratuits. Cela aurait pour avantage, selon lui, de sortir « des limites actuelles de la socialisation publique [qui] sont essentiellement imputables au caractère monétarisé via le marché de cette socialisation » et de contribuer à la « socialisation directement politique des individus » (p. 226). De la sorte, on substituerait à une partie de l'impôt actuel « une activité politico-administrative de chaque individu de valeur équivalente au temps de travail auparavant transféré à l'État sous forme monétaire-fiscale » (p. 226-227). C'est original mais cela tient-il la route ? Celui qui paie beaucoup d'impôts devrait travailler plus et les riches qui n'en paient pas ne contribueraient toujours pas ? Et que dire de la RTT sans diminution de salaire pour aller travailler gratuitement pour l'État, des « entrepreneurs qui y gagneraient une baisse des prélèvements publics [...] et des gains de productivité liés à la réduction du temps de travail » (p. 230-231) ? On peut être certain que tout cela ne serait obtenu que par l'intensification du travail !

Juliet Schor passe en revue dans « L'option Plénitude : une voie vers le durable » les expériences et les réflexions multiples pour sortir du schéma de la croissance, dans lesquelles la RTT et les formes d'auto-production tiendraient une place essentielle.

Dans « Le revenu garanti comme outil pour la transition vers la frugalité », Christian Anrsperger et Warren Johnson décident de « prendre au sérieux *l'appel à la frugalité* » (p. 247) « au cours du ralentissement de l'économie » (p. 249). Et « ceux qui reçoivent le soutien public devront accepter que le niveau du revenu garanti fluctue en fonction des possibilités et des besoins de l'économie non soutenable » (p. 253). On a bien lu : « de l'économie non soutenable ». Autrement dit, ces auteurs ont enfin renoncé à l'illusion que le revenu d'existence pourrait être versé parce qu'on approcherait de la fin du travail, mais ils persistent à concevoir une société duale : l'économie non soutenable qui finance l'économie soutenable ! Voilà une conception étrange de la transition à opérer et de l'origine de la richesse.⁹

Un livre sur la transition sociale et écologique ne pouvait pas se terminer sans aborder l'éducation. C'est chose faite avec « Plus d'éducation, moins d'école ? » de Marie Duru-Bellat. Est-ce le retour d'un thème illichien ? Pas tout à fait car l'auteur déplore que « l'éducation se soit effacée derrière le capital humain » (p. 257) et elle appelle plutôt à une « refondation de l'école » (p. 265) accompagnant le changement de société.

⁹ Conception que l'on retrouve chez les libéraux dans la croyance que c'est l'économie marchande qui finance l'économie non marchande. Voir J.M. Harribey, « Les vertus oubliées de l'activité non marchande », *Le Monde diplomatique*, novembre 2008, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/non-marchand-diplo.pdf>.